

Journée de la Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie de l'Aisne (XLIV^e congrès)

Laon
15 octobre 2000

La Société historique de Haute-Picardie a eu l'honneur et le plaisir d'accueillir le dernier congrès (rebaptisé « journée ») de la Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie de l'Aisne du siècle et même du millénaire... Le thème unique déterminé par la fédération était cette année *Reconstruire l'Aisne après la Grande Guerre*, vaste sujet pour le département le plus dévasté (en termes de superficie) par ce conflit ! Près de 200 personnes y ont participé, assistant le matin, à la maison des Arts et Loisirs de Laon, à trois conférences, puis prenant part à l'une des quatre visites proposées l'après-midi. M. Jean-Louis Baudot, président de la Société historique de Haute-Picardie, M. Roger Allégret, président de la Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie de l'Aisne, M. Jean-Claude Lamant, maire de Laon, et M. Jean-Pierre Balligand, président du conseil général de l'Aisne, ont ouvert cette journée.

Conférences de la matinée

Emmanuel Véziat, centre de recherches en Histoire contemporaine, université d'Artois : *L'organisation de la reconstruction dans le département de l'Aisne*.

Lorsque l'Armistice est signé, le 11 novembre 1918, le département de l'Aisne est, en termes d'étendue des dégâts, le plus touché des départements français qui ont connu la guerre sur leur sol. Le bilan de ces quatre années de guerre est particulièrement lourd, que ce soit au niveau humain (la population de novembre 1918 n'atteint même pas la moitié de celle de 1914) ou au niveau matériel. L'État met alors en place des cadres législatifs dont la loi du 17 avril 1919, dite charte des sinistrés, des structures administratives et juridiques destinées à organiser les opérations de reconstruction. Parallèlement, pour que les réfugiés axonais puissent rentrer chez eux, sont réalisés, sous l'égide de l'État, les travaux de première urgence tels le déblaiement, la reconstruction des voies de communication, des logements... À partir de 1920, le secteur privé reprend une place importante dans la reconstruction. Les sinistrés se regroupent au sein de coopératives de reconstruction pour être plus puissants, plus efficaces. Des aides de la part de communes non dévastées de France ou de l'étranger, notamment des États-Unis, viennent soulager les efforts des habitants de l'Aisne. Des mesures de modernisation sont également envisagées ou effectivement réalisées dans le secteur de l'urbanisme, de l'économie, mais avec un succès très inégal. Enfin, la

reconstruction du département de l’Aisne ne saurait être complète (pour autant qu’elle puisse l’être) sans une reconstruction des esprits, sans la prise en charge du traumatisme moral et psychologique qu’a constitué la Grande Guerre à travers son cortège de morts, de blessés et de destructions matérielles. Une telle reconstruction peut se faire par une reconnaissance officielle des souffrances, une prise en charge des morts, une commémoration de leurs sacrifices, une restauration des édifices religieux, un débat sur un épisode sensible de la guerre comme les combats du Chemin des Dames. Cette période de la reconstruction a donc marqué très fortement le département de l’Aisne et continue, encore aujourd’hui, à être présente à travers un grand nombre d’aspects.

Jérôme Buridant, maître de conférences à l’université de Reims Champagne-Ardenne : *La reconstitution des forêts*.

Pour les forêts comme pour les hommes, la première guerre mondiale a représenté un véritable cataclysme, bouleversant durablement l’œuvre des siècles antérieurs. Balayant l’ensemble du département de l’Aisne de 1914 à 1918, les opérations militaires n’ont épargné aucun massif. De surcroît, la forêt représentait un intérêt tactique (masque, couvert), stratégique (zone de repli de la ligne Hindenburg en février-mars 1917) et économique que les armées ont exploité à outrance de part et d’autre. Lorsque les propriétaires reviennent dans leurs bois, ils dressent un bilan effroyable des dégâts. L’administration préfectorale considère « qu’il n’y a pas de forêt intacte dans le département de l’Aisne ». 24 % de la surface a connu une destruction totale dans les zones où s’est stabilisé le front de l’automne 1914 au printemps 1918. Les sols sont complètement bouleversés, parcourus par des réseaux de tranchées et de barbelés, minéralisés, soumis à des processus érosifs actifs. 28 % a fait l’objet de coupes abusives, souvent à blanc-étoc, parfois à hauteur d’homme. 48 % a subi une destruction partielle, les arbres restant plus ou moins criblés de projectiles. Dans ce dernier cas, les dégâts ne sont pas toujours apparents et ne sont généralement pas compris dans les dommages de guerre. Dans l’urgence, les forestiers déblayent d’abord sommairement les parcelles, comblent les tranchées et aménagent les voies de vidange. Il faut ensuite purger au plus vite les peuplements du maximum de bois mitrillés, tarés et dépérissants (1920-1924), si possible en laissant des semenciers afin d’assurer les régénération futures, sinon en procédant à des coupes rases suivies d’une replantation (1924-1934). La « zone rouge » est un cas à part. Il s’agit essentiellement d’anciennes terres arables réputées incultivables en raison de l’apréte des combats. Initialement fixée à 18 000 ha, cette zone est réduite à 717 ha en 1926, autour de Craonne, Craonnelle, Oulches, Bouconville et Chermizy, pour être incorporée à la forêt domaniale de Vauclair. Les choix des forestiers se sont alors portés sur des essences peu exigeantes, acceptant l’absence d’ambiance forestière comme le pin noir d’Autriche, le douglas ou le pin sylvestre. De fait, il est aujourd’hui impossible de comprendre les paysages forestiers de notre département en faisant abstraction des traumatismes de la Grande Guerre : fossilisation

des zones de combat, rupture des équilibres écologiques, rajeunissement brutal des peuplements, sans compter encore la présence de mitraille dans les bois aujourd’hui mis en coupe.

Jean-Louis Baudot, président de la Société de Haute-Picardie : *La cité-jardin de Tergnier : un exemple original de reconstruction*

Après la première guerre mondiale, la quasi-totalité du réseau de la Compagnie des chemins de fer du Nord est détruite. Une reconstruction rapide s’impose pour relancer non seulement cette société, mais également l’économie d’une aire géographique particulièrement touchée par le conflit. La cité de Tergnier, construite entre 1919 et 1921, va être la première et la plus importante des cités-jardins construites par la Compagnie du Nord. Dès les années 1920, elle compte près de 4 500 habitants pour 1 400 logements. Sa définition spatiale et esthétique, sa voirie, ses équipements collectifs modernes, la singularisent des trois communes sur le territoire desquelles elle est édifiée : Tergnier, Quessy et Vouël. Il s’agit bien d’une ville dans la ville, vaste terrain d’expérimentation sociale mais aussi de contrôle. Son édification est indissociable de son créateur, Raoul Dautry, alors ingénieur en chef chargé de la voie.

Plus qu’aucune autre, cette cité concrétise ses projets architecturaux et sociaux, son idéal réformiste.

La cité-jardin de Tergnier se veut un « modèle » social, organisé et géré rationnellement. Tout doit concourir à cet objectif : voirie moderne subtilement conçue, habitat agréable et spacieux, infrastructures et équipements très complets... L’ensemble marque une véritable revalorisation de la condition des cheminots. L’essentiel des agents sont des ouvriers qui accèdent aux conditions de vie de la petite bourgeoisie. Les conditions de confort, d’assistance et d’hygiène sont excellentes, l’offre de services éducatifs et culturels laisse envisager une véritable promotion sociale pour eux-mêmes et surtout leurs enfants. Ce « paradis » a ses limites : il est indissociable de l’appartenance à la Compagnie, tout agent révoqué perd son droit au logement. La responsabilisation des habitants est très limitée. Presque tout se décide à Paris, par un comité de gestion composé de quatre hauts responsables de la Compagnie (dont R. Dautry), soucieux de rentabiliser au mieux les lourds investissements.

La cité-jardin meurt une première fois à la suite des bombardements anglo-américains de 1944 : les 4/5^e de la cité sont perdus, le reste est endommagé. Malgré son attachement pour ce qu’il considère comme son chef-d’œuvre, Raoul Dautry, devenu ministre de la Reconstruction et de l’Urbanisme, ne peut sauver la cité d’origine. Les temps ont changé : la S.N.C.F., qui a remplacé depuis 1937 les compagnies privées, ne souhaite plus assumer une régie directe trop coûteuse. La cité de cheminots doit donc disparaître pour se fondre dans le cadre urbain de l’agglomération ternoise. Quelques lieux disparates témoignent aujourd’hui encore de ce passé glorieux : les places du 113^e RI et Raoul Dautry, l’école Veltin,

le réservoir-kiosque à musique, l'ancien foyer des mécaniciens, le parc des Buttes-Chaumont et plusieurs pavillons...

Après ces conférences, un vin d'honneur offert par la municipalité de Laon précéda le déjeuner servi dans la salle des fêtes de la maison des Arts et Loisirs. L'heure était ensuite venue de rejoindre les cars pour les visites de l'après-midi (seule la visite de l'exposition *Reconstructions en Picardie après 1918. L'Aisne en chantier* se faisait à Laon).

Visites de l'après-midi

Guy Marival, chargé de mission « Mémoire 2000 » auprès de la chambre d'agriculture de l'Aisne : *Les fermes de la reconstruction*.

Dans l'Aisne, c'est sans doute dans le secteur du Chemin des Dames que les conditions de la « reconstitution agricole » après la guerre de 14-18 furent les plus difficiles. Le classement dans la « zone rouge » de milliers d'hectares put même un temps sembler compromettre définitivement la vocation agricole des plateaux et de leurs versants. La reconstruction des grandes fermes se fit à partir de 1923-1924 selon de nouveaux principes : nouvelle localisation en bordure de route et abandon du site traditionnel de rebord de plateau (sauf à Hurtebise), charpentes en fer et utilisation du béton pour les bâtiments d'exploitation, apparition d'un habitat ouvrier à proximité de la ferme pour fixer une main-d'œuvre en proie à l'exode rural, développement de la culture betteravière pour la production d'alcool (distilleries de Malval et La Royère), investissements de capitaux d'origine non agricole (Morizet à La Royère et Hameret, la société Melotte au Poteau d'Ailles, la famille Beauchamps à Mennejean, la société des Salines à Chimy...). Un circuit conduisant de la ferme d'Hurtebise à la ferme de Chimy, exploitée un temps par Georges Monnet, futur ministre de l'Agriculture du Front populaire, et où Roland Dorgelès vint écrire une partie du *Réveil des morts*, permet de mesurer les transformations du paysage rural depuis 80 ans.

Jacqueline Danysz, guide-conférencière de l'office du tourisme de Laon : *Églises de la reconstruction, techniques et art au service de la spiritualité ambiante*

Les matériaux nouveaux, employés dans la reconstruction des églises anéanties par la Grande Guerre, répondent à un souci économique, mais aussi religieux. Ils induisent des formes nouvelles. On relève aisément, sur les exemples de Saint-Hilaire de Montbavin, Saint-Médard d'Aizy-Jouy et Saint-Maurice de Brancourt-en-Laonnois, à quel point les artistes catholiques, soucieux d'exprimer leurs convictions, ont usé de ces formes et imprimé à ces édifices un caractère qui reflète manifestement les aspirations artistiques et spirituelles de leur temps.

Noël Genteur, maire de Craonne, et Mme Toussaint, présidente de L'Œuvre de Sancy, (avec le concours de M. Deligny, maire de Sancy, et Denis Rolland, président de la Société historique et archéologique de Soissons) : *Deux villages de la reconstruction : Craonne et Sancy-les-Cheminots*

Le village de Craonne a été totalement rasé lors des combats du Chemin des dames, en avril 1917. Son maire actuel, Noël Genteur, a présenté avec passion et conviction la reconstruction de sa commune et, notamment, celle de la mairie, grâce au concours de la Suède, ainsi que celle de l'église, dont le matériau principal est le béton armé. Le village de Sancy-les-Cheminots, présenté par son maire, M. Deligny, et par Mme Toussaint, présidente de l'association L'Œuvre de Sancy, constitue un exemple d'adoption original. C'est en effet une corporation, celle des cheminots, qui a contribué à la reconstruction de cette commune. Le souvenir de la Grande Guerre est également présent à travers un surprenant jardin du souvenir réalisé en mémoire de différents combattants décédés lors des combats.

Frédérique Pilleboue, directeur des archives départementales de l'Aisne : *Visite de l'exposition «Reconstructions en Picardie après 1918. L'Aisne en chantier»*

À l'issue de la première guerre mondiale, l'Aisne est le département le plus dévasté des dix directement touchés par le conflit. C'est partout le même et morne spectacle : des terres défoncées par les obus, des maisons et des corps de ferme éventrés, des églises en ruines et des populations qui ont connu l'exode et ont tout perdu. Mais l'heure n'est plus à la peur, ni aux larmes. La paix revenue, il faut reconstruire : reconstruire les maisons, les routes, les ponts, les écoles, les édifices religieux, remettre en culture les terres agricoles, redémarrer la vie quotidienne. C'est cette renaissance que retrace l'exposition présentée aux archives départementales de l'Aisne.

De façon concrète et vivante, cette exposition fait revivre le retour des réfugiés et les logements provisoires, la diversité des chantiers de reconstruction, les innovations, l'œuvre sociale des organismes caritatifs... Elle pouvait être utilement complétée par la découverte des quatre autres expositions présentées en réseau sur le thème « Reconstructions en Picardie après 1918 » à Blérancourt, Soissons, Noyon, Albert.

La satisfaction des participants au terme de cette journée, leur intérêt à découvrir ou redécouvrir une période de l'Histoire proche, toujours sensible et inscrite dans notre paysage quotidien, mais souvent occultée par le récit terrible des combats, fut la plus belle des récompenses pour les organisateurs.